

Séance ordinaire du 15 novembre 2021

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la municipalité de Bouchette, tenue le 15 novembre 2021 à 19 h 00, à la salle du conseil située au 36, rue Principale, à Bouchette.

Sont présents :

Monsieur	Steve Lefebvre	Maire
Monsieur	Michel Lamoureux	Conseiller
Monsieur	Pascal Saumure	Conseiller
Monsieur	Marc Poirier	Conseiller
Madame	Monique Pelletier	Conseillère
Monsieur	Steve Millar	Conseiller
Monsieur	Jean Daoust	Conseiller

Les membres du conseil forment quorum sous la présidence du maire, Monsieur Steve Lefebvre.

Madame Claudia Lacroix, directrice générale et greffière-trésorière, fait fonction de secrétaire de la séance.

0	OUVERTURE DE LA SÉANCE ET RAPPORT DU MAIRE
----------	---------------------------------------------------

0-1 Ouverture de la séance

Sur la proposition de Steve Lefebvre, maire, la présente séance est ouverte à 19h00.

Monsieur le maire souhaite la bienvenue à tous pour la première séance de ce nouveau conseil municipal. Il tient à féliciter tous les conseillers pour leur élection et il procède à la présentation de chaque personne présente à la table du conseil.

0-2 Adoption de l'ordre du jour

M.B. 2021-11-15-266

Sur la proposition de Marc Poirier, appuyée par Pascal Saumure, il est résolu d'adopter l'ordre du jour comportant les sujets suivants :

0	OUVERTURE DE LA SÉANCE ET RAPPORT DU MAIRE
----------	---------------------------------------------------

- 0-1 Ouverture de la séance
- 0-2 Adoption de l'ordre du jour
- 0-3 Adoption des procès-verbaux
 - A- Procès-verbal de la séance ordinaire du 15 octobre 2021
- 0-4 Rapport d'activités du maire pour le mois d'octobre 2021
- 0-5 Diverses nominations
 - A- Nomination d'un maire suppléant
 - B- Nomination d'un substitut au conseil des maires de la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau

- C- Nomination d'un représentant au sein de la Régie intermunicipale de l'aéroport Maniwaki Haute-Gatineau
- D- Nomination des représentants au sein de la Corporation du parc régional du lac des 31 milles
- E- Nomination d'un représentant au sein de la Clinique santé Haute-Gatineau
- F- Nominations au sein du comité consultatif d'urbanisme (CCU)
- 0-6 Période de questions

100	ADMINISTRATION GÉNÉRALE
------------	--------------------------------

- 100-1 Suivi des procès-verbaux
- 100-2 Rapport de délégation de pouvoirs
- 100-3 Suivi budgétaire du projet de voirie 2021
- 100-4 Approbation de la liste des virements de crédits
- 100-5 Approbation de la liste des dépenses incompressibles du mois d'octobre 2021
- 100-6 Approbation de la liste des comptes à payer au 31 octobre 2021
- 100-7 Divers signataires
 - A- Signataires des documents municipaux
 - B- Signataires des effets bancaires
- 100-8 Arrérages de taxes foncières au 31 décembre 2020 – Perception
- 100-9 Élections 2021 – Personnel électoral – Rémunération
- 100-10 Renouvellement des assurances municipales – Biens et responsabilité et matériel roulant
- 100-11 Système téléphonique – Mise à niveau
- 100-12 Propriété municipale – Cadastre 4 739 891 – Processus de mise en vente

200	SÉCURITÉ PUBLIQUE
------------	--------------------------

- 200-1 Rapport d'activités du service incendie
- 200-2 Camion-citerne – Remplacement

300	TRANSPORT ET COMMUNICATION
------------	-----------------------------------

- 300-1 Rapport de l'inspecteur municipal
- 300-2 Déneigement chemin Deschênes

400	HYGIÈNE DU MILIEU ET ENVIRONNEMENT
------------	-------------------------------------------

- 400-1 Usine d'épuration et réseau d'égout
- 400-2 Station de pompage et réseau d'aqueduc
- 400-3 Écocentre et site des lagunes
- 400-4 Matières résiduelles, matières recyclables et matières organiques
 - A- Contrat de collecte – Fin du contrat en vigueur

500	SANTÉ ET BIEN ÊTRE
------------	---------------------------

600	AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT
------------	------------------------------------------------

- 600-1 Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
- 600-2 Dépôt des statistiques des permis émis durant le mois d'octobre 2021
- 600-3 Règlement SQ 2021-005 (R.M.) 2021-335 – Règlement concernant les animaux

700	LOISIRS ET CULTURE
------------	---------------------------

- 700-1 Entrée principale du Centre municipal – Rampe d'accès

800	CORRESPONDANCE
------------	-----------------------

900	VARIA
------------	--------------

1000	PÉRIODE DE QUESTIONS
-------------	-----------------------------

1100	LEVÉE DE LA SÉANCE
-------------	---------------------------

Adoptée à l'unanimité

0-3 Adoption des procès-verbaux

A- Procès-verbal de la séance ordinaire du 15 octobre 2021

M.B. 2021-11-15-267

Sur la proposition de Jean Daoust, appuyée par Monique Pelletier, il est résolu d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 15 octobre 2021, tel que rédigé par la directrice générale et greffière-trésorière.

Adoptée à l'unanimité

0-4 Rapport d'activités du maire pour le mois d'octobre 2021 et septembre 2021

Le maire, Steve Lefebvre, a résumé, séance tenante, son rapport d'activités pour le mois d'octobre 2021.

0-5 Diverses nominations

A- Nomination d'un maire suppléant

M.B. 2021-11-15-268

Considérant l'article 116 du Code municipal du Québec;

Considérant qu'en vertu de cet article, le conseil peut, en tout temps, nommer un des conseillers comme maire suppléant, lequel en l'absence du maire, remplit les fonctions du maire, avec tous les privilèges, droits et obligations y attachés;

Considérant la recommandation formulée par le maire;

En conséquence, sur la proposition de Monique Pelletier, appuyée par Steve Millar, il est résolu de nommer le conseiller au siège numéro 2, Pascal Saumure comme maire suppléant.

Adoptée à l'unanimité

B- Nomination d'un substitut au conseil des maires de la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau

M.B. 2021-11-15-269

Sur la proposition de Marc Poirier, appuyée par Jean Daoust, il est résolu que le conseil de la municipalité locale de Bouchette désigne Pascal Saumure à titre de substitut du maire au sein du conseil de la Municipalité régionale de comté de La Vallée-de-la-Gatineau (MRCVG).

Adoptée à l'unanimité

C- Nomination d'un représentant au sein de la Régie intermunicipale de l'aéroport Maniwaki Haute-Gatineau

M.B. 2021-11-15-270

Sur la proposition de Jean Daoust, appuyée par Pascal Saumure, il est résolu de désigner le conseiller au siège numéro1, Michel Lamoureux, comme représentant de la municipalité de Bouchette au sein du conseil d'administration de la RIAM et le conseiller au siège numéro 5, Steve Millar, sera son substitut.

Adoptée à l'unanimité

D- Nomination de deux représentants au sein de la Corporation du parc régional du lac des 31 milles

M.B. 2021-11-15-271

Considérant la résolution M.B. 2019-03-04-063 adoptée lors de la séance ordinaire de conseil tenue le 4 mars 2019;

Considérant la tenue des élections générales municipales le 7 novembre 2021;

En conséquence, sur la proposition de Monique Pelletier, appuyée par Michel Lamoureux, il est résolu que les représentants de la municipalité de Bouchette au sein du conseil d'administration de la Corporation du parc régional du lac des 31 Milles soient : le maire, Steve Lefebvre, et la directrice générale, Claudia Lacroix. Le conseiller au siège numéro 2, Pascal Saumure, sera le substitut.

Adoptée à l'unanimité

E- Nomination d'un représentant au sein de la Clinique santé Haute-Gatineau

M.B. 2021-11-15-272

Considérant la résolution M.B. 2017-12-04-349 adoptée lors de la séance ordinaire de conseil tenue le 4 décembre 2017;

Considérant la tenue des élections générales municipales le 7 novembre 2021;

En conséquence, sur la proposition de Pascal Saumure, appuyée par Michel Lamoureux, il est résolu de désigner le conseiller au siège numéro 6, Jean Daoust, comme représentant de la municipalité de Bouchette au sein du conseil d'administration de la Clinique santé Haute-Gatineau. La conseillère au siège numéro 4, Monique Pelletier, sera le substitut.

Adoptée à l'unanimité

F- Nominations au sein du comité consultatif d'urbanisme (CCU)

M.B. 2021-11-15-273

Considérant le règlement numéro 166, règlement constituant un comité consultatif d'urbanisme;

Considérant que ce comité est constitué entre autres, par deux membres du conseil municipal;

Considérant les résultats des dernières élections générales municipales tenue le 7 novembre 2021;

Considérant l'article 11 a) du règlement numéro 166, mentionne que le président du comité doit être un conseiller municipal accepté sur résolution du conseil municipal;

En conséquence, sur la proposition de Steve Millar, appuyée par Michel Lamoureux, il est résolu de nommer les deux conseillers suivants, Monique Pelletier et Marc Poirier, au sein du comité consultatif d'urbanisme. Il est de plus résolu de nommer Monique Pelletier, comme présidente du comité consultatif d'urbanisme.

Adoptée à l'unanimité

0-6 Période de questions

Une question est posée concernant le sujet suivant :
Assemblée générale annuelle de la coopérative de solidarité de Bouchette

100	ADMINISTRATION GÉNÉRALE
------------	--------------------------------

100-1 Suivi des procès-verbaux

100-2 Rapport de délégation de pouvoirs

M.B. 2021-11-15-274

Sur la proposition de Michel Lamoureux, appuyée par Pascal Saumure, il est résolu d'approuver la liste des dépenses autorisées en vertu de la délégation de pouvoirs de la directrice générale et greffière-trésorière, pour la période du 1^{er} octobre 2021 au 31 octobre 2021, pour un montant total de 8 342.96\$.

Adoptée à l'unanimité

100-3 Suivi budgétaire du projet de voirie 2021

100-4 Approbation de la liste des virements de crédits

100-5 Approbation de la liste des dépenses incompressibles du mois d'octobre 2021

M.B. 2021-11-15-275

Sur la proposition de Jean Daoust, appuyée par Monique Pelletier, il est résolu d'approuver le paiement de la liste des dépenses incompressibles du mois d'octobre 2021 pour un montant total de 54 920.13 \$ telle que déposée par la directrice générale et greffière-trésorière.

Adoptée à l'unanimité

100-6 Approbation de la liste des comptes à payer au 31 octobre 2021

Note au procès-verbal

Le maire, Steve Lefebvre, mentionne qu'il se retire de la table de conseil pour le traitement de ce sujet.

Le maire suppléant, Pascal Saumure, préside la séance pour le traitement de ce sujet.

M.B. 2021-11-15-276

Sur la proposition de Michel Lamoureux, appuyée par Steve Millar, il est résolu d'approuver la liste des comptes à payer au 31 octobre 2021 pour un montant de 51 561.36 \$ et d'autoriser la directrice générale et greffière-trésorière à émettre les paiements.

Adoptée à l'unanimité

Note au procès-verbal

Le maire, Steve Lefebvre, mentionne qu'il reprend son siège à la table du conseil.

100-7 Divers signataires

A- Signataires des documents municipaux

M.B. 2021-11-15-277

Sur la proposition de Marc Poirier, appuyée par Michel Lamoureux, il est résolu d'autoriser le maire Steve Lefebvre et la directrice générale Claudia Lacroix, à signer pour et au nom de la municipalité de Bouchette, les documents municipaux. En l'absence du maire, le maire suppléant, Pascal Saumure, est autorisé à signer et en l'absence de la directrice générale, Janick Patry, membre du personnel administratif, est autorisée à signer.

Adoptée à l'unanimité

B- Signataires des effets bancaires

M.B. 2021-11-15-278

Sur la proposition de Jean Daoust, appuyée par Monique Pelletier, il est résolu d'autoriser le maire Steve Lefebvre et la directrice générale Claudia Lacroix, à signer pour et au nom de la municipalité de Bouchette, les effets bancaires. En l'absence du maire, le maire suppléant, Pascal Saumure, est autorisé à signer et en l'absence de la directrice générale, Janick Patry, membre du personnel administratif, est autorisée à signer.

Adoptée à l'unanimité

100-8 Arrérages de taxes foncières au 31 décembre 2020 – Perception

M.B. 2021-11-15-279

Considérant qu'au 31 décembre 2020, il existe des arrérages de taxes;

Considérant qu'une résolution est nécessaire si le conseil municipal veut autoriser la directrice générale et secrétaire-trésorière à transmettre les arrérages de taxes foncières en perception chez notre firme d'avocats;

En conséquence, sur la proposition de Michel Lamoureux, appuyée par Pascal Saumure, il est résolu d'autoriser la directrice générale et greffière-trésorière, Claudia Lacroix, à transmettre à notre procureur, Me Marie-Josée Beaulieu, de la firme RPGL, avocats, les arrérages de taxes foncières au 31 décembre 2020 dont les montants sont supérieurs à cent (100) dollars et de lui donner le mandat de percevoir ces arrérages.

Adoptée à l'unanimité

100-9 Élections 2021 - Personnel électoral – Rémunération

M.B. 2021-11-15-280

Considérant que la rémunération minimale du personnel électoral est établie par règlement par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

Considérant que le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a adopté et publié à la Gazette officielle un nouveau règlement sur le tarif des rémunérations payables lors d'élections, règlement en vigueur pour l'élection générale municipale tenue le 7 novembre 2021;

Considérant la résolution M.B. 2017-10-02-286 adoptée par les membres du conseil municipal lors de la séance ordinaire tenue le 2 octobre 2017 et fixant la rémunération du personnel électoral lors de l'élection générale tenue en 2017;

Considérant que cette rémunération, adoptée en 2017, est inférieure au règlement du MAMH et ce, pour la plupart des postes au sein du personnel électoral;

Considérant que la municipalité doit modifier cette rémunération en vue d'adopter un cadre réglementaire conforme au règlement du ministère;

En conséquence, sur la proposition de Michel Lamoureux, appuyée par Marc Poirier, il est résolu d'adopter les tarifs proposés par la directrice générale pour le personnel électoral et ce, lors de l'élection tenue le 7 novembre 2021 et celles à venir.

Adoptée à l'unanimité

Note au procès-verbal

Le conseiller au siège numéro 6, Jean Daoust, demande à ce qu'un rapport des dépenses soit déposé à une prochaine séance.

100-10 Renouvellement des assurances municipales – Biens et responsabilité et matériel roulant

M.B. 2021-11-15-281

Considérant que la police d'assurances générales de la municipalité arrive à échéance le 31 décembre 2021;

Considérant la résolution M.B. 2014-12-01-278 adoptée lors de la séance ordinaire de conseil tenue le 1^{er} décembre 2014;

Considérant que par cette résolution la municipalité de Bouchette devenait membre de la Mutuelle des municipalités du Québec (MMQ);

En conséquence, sur la proposition de Jean Daoust, appuyée par Michel Lamoureux, il est résolu de procéder au renouvellement des assurances générales de la municipalité auprès de la Mutuelle des municipalités du Québec, et ce, pour un montant total de 15 518\$ plus taxe, soit un montant de 12 668\$ pour la portion biens et responsabilité et un montant de 2 850\$ pour la portion couvrant le matériel roulant. Cette dépense sera imputée aux postes concernés pour l'année 2022.

Adoptée à l'unanimité

100-11 Système téléphonique – Mise à niveau

M.B. 2021-11-15-282

Considérant que le système téléphonique en place présentement ne répond plus aux besoins de la municipalité;

Considérant qu'il serait plus avantageux et plus fonctionnel pour la municipalité d'utiliser la téléphonie IP;

En conséquence, sur la proposition de Monique Pelletier, appuyée par Pascal Saumure, il est résolu de mandater la directrice générale pour procéder à l'acquisition d'un nouveau système téléphonique répondant aux besoins de la municipalité et ce, à moindre coût. Les crédits relatifs à cette acquisition proviendront du poste « Rémunération administration » (02-130-00-141).

Adoptée à l'unanimité

Note au procès-verbal

Des discussions ont lieu en ce qui concerne les coûts rattachés à l'acquisition de ce nouveau système téléphonique. Les frais mensuels seront moindres mais il y a la dépense relative à l'acquisition des équipements.

100-12 Propriété municipale – Cadastre 4 739 891 – Processus de mise en vente

M.B. 2021-11-15-283

Considérant la résolution M.B. 2019-05-06-130 adoptée par les membres du conseil lors de la séance ordinaire de conseil tenue le 6 mai 2019;

Considérant que cette résolution autorisait la mise en vente de certaines propriétés municipales et ce, suite au processus de mise en vente effectué;

Considérant que pour la propriété ayant comme cadastre le 4 739 891, située dans le secteur du chemin Charbonneau, portion privée, aucune offre n'a été déposée;

Considérant l'offre reçue par le propriétaire voisin de cette propriété, offre d'une somme de 4 000\$;

Considérant que les membres du conseil désirent se départir de cette parcelle de terrain;

En conséquence, sur la proposition de Michel Lamoureux, appuyée par Jean Daoust, il est résolu de mandater la directrice générale pour exécuter la procédure légale visant la vente de la propriété concernée, soit la propriété ayant comme cadastre le 4 739 891 et ce, à monsieur Patrick Proulx, pour une somme de 4 000\$ plus taxes. Le maire, Steve Lefebvre et la directrice générale, Claudia Lacroix, seront les signataires lors de ce transfert de propriété. En l'absence du maire, le maire suppléant, Pascal Saumure, sera autorisé à signer et en l'absence de la directrice générale, Janick Patry, membre du personnel administratif, sera autorisée à signer.

Adoptée à l'unanimité

200	SÉCURITÉ PUBLIQUE
------------	--------------------------

200-1 Rapport d'activités du service incendie**200-2 Camion-citerne – Remplacement**

M.B. 2021-11-15-284

Sur la proposition de Pascal Saumure, appuyée par Michel Lamoureux, il est résolu de procéder à la réservation du camion-citerne chez la compagnie Battleshield, camion-citerne de l'année 2000 avec pompe portable et réservoir de 3 000 gallons. Cette réservation est sous réserve que le camion sera dans le même état que lors de la visite tenue en juillet 2021 et que tout soit en règle pour le transfert de ce véhicule au Québec. Il est aussi résolu de mandater la directrice générale pour procéder aux négociations relatives au prix demandé.

Adoptée à l'unanimité

300	TRANSPORT ET COMMUNICATION
------------	-----------------------------------

300-1 Rapport de l'inspecteur municipal

300-2 Déneigement – Chemin Deschênes

M.B. 2021-11-15-285

Considérant que la municipalité de Bouchette est propriétaire de deux parcelles de terrain sur lesquelles est situé le chemin Deschênes;

Considérant que monsieur Luc Poirier est encore disponible pour effectuer lesdits travaux de déneigement;

Considérant que le début du chemin Deschênes, soit la portion privée du chemin, est déneigé et est sous la responsabilité des propriétaires utilisant le chemin;

Considérant la demande de prix effectuée par la directrice générale pour le déneigement de ces deux parcelles du chemin Deschênes;

En conséquence, sur la proposition de Pascal Saumure, appuyée par Monique Pelletier, il est résolu d'accorder un contrat de déneigement à Monsieur Luc Poirier et ce, pour le déneigement des deux portions municipales du chemin Deschênes. Cette dépense d'un montant total de 1850\$ plus taxes sera imputée à la dépense de déneigement et ce, pour l'année 2022.

Adoptée à l'unanimité

400	HYGIÈNE DU MILIEU ET ENVIRONNEMENT
------------	-------------------------------------------

400-1 Usine d'épuration et réseau d'égout

400-2 Station de pompage et réseau d'aqueduc

400-3 Écocentre et site des lagunes

400-4 Matières résiduelles, matières recyclables et matières organiques

A- Contrat de collecte – Fin du contrat en vigueur

M.B. 2021-11-15-286

Considérant que le contrat de collecte des matières résiduelles, des matières recyclables et des matières organiques de termine le 31 décembre 2021;

En conséquence, sur la proposition de Marc Poirier, appuyée par Pascal Saumure, il est résolu de créer un comité de travail régissant le service des 3 collectes et de mandater la directrice générale et greffière-trésorière pour obtenir des prix visant le prolongement du contrat en vigueur présentement. Tous les membres du conseil sont intéressés à faire partie de ce comité de travail.

Adoptée à l'unanimité

500	SANTÉ ET BIEN ÊTRE
-----	--------------------

600	AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT
-----	-----------------------------------------

600-1 **Comité consultatif d'urbanisme (CCU)**

600-2 **Dépôt des statistiques des permis émis durant le mois d'octobre 2021**

Les statistiques relatives aux permis émis durant le mois d'octobre 2021 sont déposées.

600-3 **Règlement SQ 2021-005 (R.M. 2021-335) - Règlement concernant les animaux**

M.B. 2021-11-15-287

RÈGLEMENT NUMÉRO SQ 2021-005 (R.M. 2021-335)

**MODIFIANT LE RÈGLEMENT SQ 2017-005 (R.M. 2017-297)
RÈGLEMENT CONCERNANT LES ANIMAUX APPLICABLE PAR LA
SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LA MUNICIPALITÉ DE BOUCHETTE**

Considérant que ce Conseil juge nécessaire et d'intérêt public de réglementer la présence des animaux sur son territoire;

Considérant le dépôt et la présentation de projet de règlement SQ 2021-005 (R.M. 2021-335) à la séance ordinaire du Conseil de la Municipalité de Bouchette tenue le 5 octobre 2021;

Considérant qu'un avis de motion de la présentation du présent règlement a dûment été donné à la séance ordinaire du 5 octobre 2021, accompagné d'une demande de dispense de lecture;

Considérant qu'une copie du règlement SQ 2021-005 (R.M. 2021-335) a été remise aux membres du conseil au plus tard 2 jours juridiques avant la séance ordinaire du 15 novembre 2021, que tous les membres présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à sa lecture;

En conséquence, sur la proposition de Steve Millar, appuyée par Pascal Saumure, le conseil de la Municipalité de Bouchette décrète ce qui suit :

SECTION 1 – DÉFINITIONS

À moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont dans le présent règlement le sens et l'application que leur attribue le présent article :

DOIT DORÉNAVANT SE LIRE COMME SUIT :
1.1 Agriculteur : Désigne toute personne faisant des activités agricoles et reconnues comme telles.
1.2 Animal : Désigne tout animal de toute espèce et de toute provenance.
1.3 Animal agricole : Désigne tout animal réservé à l'élevage sur une exploitation agricole tels les ovins, bovins, porcins, chevaux, sangliers, bisons, lamas, etc., et tout autre animal servant à l'agriculture sauf les chiens.
1.4 Animal en liberté : Désigne tout animal se trouvant en dehors du bâtiment ou de la propriété de son gardien et qui n'est pas sous son contrôle ou qui n'est pas tenu en laisse.
1.5 Animal errant : Désigne tout animal perdu ou égaré et sans propriétaire ou gardien connu. Est interprété comme errant un animal qui est à l'extérieur de la propriété du gardien, sans contrôle immédiat du gardien de l'animal, ou s'il est à l'extérieur de la propriété où l'animal est détenu.
1.6 Animal exotique : Désigne tout animal dont l'espèce ou la sous-espèce ne se retrouve pas à l'état naturel au Québec, à l'exception des oiseaux, des poissons et des tortues miniatures.
1.7 Animal sauvage : Désigne tout animal qui, habituellement, vit dans l'eau, les bois, les déserts ou les forêts, n'étant pas de façon générale, domestiqué par l'homme.
1.8 Autorité compétente : Désigne le personnel du « Service de protection des animaux », le personnel de tout autre organisme chargé de l'application du présent règlement, la sûreté du Québec, les fonctionnaires municipaux des municipalités et villes de la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau et tout membre du service de la Sécurité publique de la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau.
1.9 Bâtiment : Désigne une construction munie d'un toit supporté par des colonnes ou des murs et utilisée pour abriter des êtres humains, des animaux ou des objets.
1.10 Chenil : Désigne tout endroit aménagé de façon à servir à la garde, au logement ou à l'élevage de plus de 3 chiens.
1.11 Chien : Désigne tout chien, chienne ou chiot.
1.12 Chien de garde : Désigne un chien dressé ou utilisé pour le gardiennage et qui attaque à vue ou sur ordre, un intrus.
1.13 Chien guide : Désigne un chien dressé pour pallier un handicap visuel ou à tout autre handicap physique d'une personne.
1.14 Dépendance : Désigne tout bâtiment accessoire à une unité d'occupation ou un terrain sur lequel est située l'unité d'occupation ou qui y est contigu, incluant les garages attenants à ladite unité d'occupation.
1.15 Édifice public : Désigne tout édifice à caractère public ou édifice privé où les gens ont accès.

<p>1.16 Éleveur : Désigne toute personne exerçant à temps plein ou partiel, avec ou sans rémunération, l'élevage des chats ou des chiens et ayant plus de 4 chiens ou chats et qui détient un permis d'exercice à cette fin émit par l'autorité compétente.</p>
<p>1.17 Endroit public : Désigne toute propriété publique, voie de circulation, terrain public et parc de l'autorité compétente.</p>
<p>1.18 Famille d'accueil : Désigne toutes personnes ou tout groupe de personnes autorisées à obtenir temporairement la garde d'un animal. Il appartient à l'autorité compétente ou l'un de ses représentants de désigner ces familles d'accueil.</p>
<p>1.19 Fourrière : Désigne tout refuge pour animaux désigné par l'autorité compétente ou tout refuge d'une personne ou organisme autorisé à appliquer le présent règlement.</p>
<p>1.20 Gardien : Désigne une personne qui est le propriétaire, qui a la garde d'un animal domestique ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal domestique ainsi que le père, la mère, le tuteur ou le répondant chez qui réside une personne mineure qui est propriétaire, qui a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal domestique. Est aussi réputé gardien, le propriétaire, l'occupant ou le locataire de l'unité d'occupation où vit cet animal.</p>
<p>1.21 Municipalité : Désigne toute Municipalité de l'autorité compétente ainsi que l'autorité compétente.</p>
<p>1.22 Organisme Désigne l'organisme ayant conclu une entente avec la Municipalité pour percevoir le coût des licences et appliquer le présent règlement.</p>
<p>1.23 Parc Désigne les parcs situés sur le territoire de la Municipalité et comprend en outre, les aires de repos, les promenades, les sentiers récréatifs ou touristiques ainsi que généralement tous les espaces publics gazonnés ou non où le public a accès à des fins de repos ou de détente, de jeu ou de sport ou pour toute autre fin similaire, mais ne comprend pas les rues, les chemins, les ruelles et les trottoirs adjacents aux rues ainsi que les autres endroits dédiés à la circulation des véhicules.</p>
<p>1.24 Pension d'animaux : Désigne tout endroit qui sert de pension pour animaux, avec ou sans rémunération, pour un temps donné. Le mot propriétaire précédant ce terme signifie toute personne exerçant cette activité.</p>
<p>1.25 Personne : Désigne une personne physique ou personne morale.</p>
<p>1.26 Personne handicapée : Désigne toute personne reconnue comme telle par l'Office des personnes handicapées du Québec ou toute autre instance gouvernementale équivalente.</p>
<p>1.27 Propriétaire de chenil : Désigne toute personne qui s'adonne pour ou sans rémunération à temps complet ou partiel, soit à la garde, soit au logement, soit à l'élevage de plus de 3 chiens.</p>
<p>1.28 Propriété : Désigne tout terrain ou bâtiment du domaine privé où le public n'a pas accès.</p>

<p>1.29 Refuge : Désigne tout endroit où plusieurs animaux peuvent être accueillis. L'endroit, l'opération ainsi que les conditions de vie des animaux à l'intérieur du refuge doivent être reconnus par la SPCA, la municipalité ou tout autre organisme nommé par l'autorité compétente.</p>
<p>1.30 Règlement sur les animaux en captivité : Réfère au règlement adopté en vertu de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c.61.1, r.0.0001).</p>
<p>1.31 Secteur agricole Désigne un secteur défini comme ayant des activités agricoles permises par la Municipalité.</p>
<p>1.32 Service de protection des animaux : Désigne l'organisme ayant conclu une entente avec la Municipalité pour percevoir le coût des licences et appliquer le présent règlement.</p>
<p>1.33 Terrain de jeu : Désigne un espace public de terrain principalement aménagé pour la pratique de sports ou pour le loisir.</p>
<p>1.34 Terrain privé : Désigne toute parcelle de terrain qui est du domaine privé et auquel le public n'a pas accès à l'exclusion des bâtiments se trouvant sur ledit terrain.</p>
<p>1.35 Unité d'occupation : Désigne une ou plusieurs pièces situées dans un immeuble et utilisées principalement à des fins résidentielles, institutionnelles, commerciales ou industrielles.</p>
<p>1.36 Voie de circulation : Désigne toute rue, ruelle, tout chemin public, chemin privé à accès public, espace ou terrain de stationnement, trottoir ou autre.</p>

<p><u>ARTICLE 2 – APPLICATION DU RÈGLEMENT</u></p> <p>2.1 La Municipalité peut conclure des ententes avec toute personne ou tout organisme autorisant telle personne ou tel organisme à percevoir le coût des licences d'animaux et à appliquer en tout ou en partie le présent règlement. Toute personne désignée pour appliquer le présent règlement porte aussi en plus de son titre habituel le titre d'inspecteur.</p> <p>2.2 Toute personne ou organisme qui se voit confier l'autorisation de percevoir le coût des licences et d'appliquer en tout ou en partie le présent règlement est appelé aux fins des présentes, le service de protection des animaux.</p> <p>2.3 Nonobstant les dispositions des articles 2.1 et 2.2 du présent règlement, les agents de la paix de la Sureté du Québec sont autorisés à appliquer le présent règlement.</p> <p>2.4 Toute personne étant autorisée à faire appliquer le présent règlement doit avoir une pièce d'identité fournie par l'autorité compétente.</p>

<p><u>ARTICLE 3 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ANIMAUX AGRICOLES</u></p> <p>3.1 Quiconque désire garder un ou plusieurs animaux agricoles dans les limites de la Municipalité doit être située dans le secteur agricole ou dans un secteur autorisé, notamment où ces usages sont reconnus par la Municipalité.</p>

<p>3.2 Les terrains où sont gardés les animaux agricoles doivent être clôturés et les clôtures doivent être maintenues en bonne condition et construites de façon à les contenir.</p>
<p>3.3 Tout propriétaire d'une exploitation agricole doit contenir ses animaux sur sa propriété de façon à les empêcher d'errer sans surveillance sur la voie publique ou tout autre endroit public dans les limites de la municipalité.</p>
<p>3.4 Tout gardien ou toute personne ayant la charge d'animaux agricoles et qui doit faire traverser la voie publique par ces animaux doit s'assurer que ce soit fait de façon sécuritaire.</p>
<p>3.5 Il est défendu de faire traverser la voie publique à plus d'un animal agricole, à moins qu'ils ne soient escortés d'une personne portant et tenant bien en vue un drapeau rouge en guise de signal d'avertissement.</p>
<p><u>ARTICLE 4 – CHENIL ET AUTRES</u></p>
<p>4.1 Quiconque désire exploiter un chenil, une animalerie ou une clinique vétérinaire doit détenir un permis pour exercer cette activité à l'intérieur des zones permises. Le coût dudit permis est déterminé selon le règlement en vigueur dans la Municipalité.</p>
<p>4.2 Tout propriétaire de chenil devra tenir son établissement de façon à éviter les bruits et les odeurs nauséabondes et dans des conditions sanitaires qui satisfont aux exigences des autorités municipales.</p>
<p><u>ARTICLE 5 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA GARDE DES ANIMAUX – ANIMAUX AUTORISÉS</u></p>
<p>5.1 Il est défendu à toute personne de garder dans les limites de la Municipalité un animal autre que ceux décrits au présent article, sauf dans le cadre d'une exposition et sur permission du Conseil.</p>
<p>a) Les chiens, chats, poissons, petits rongeurs de compagnie (souris et rats sélectionnés par l'homme), lapins miniatures ainsi que le furet (<i>mustela putorius furo</i>).</p>
<p>b) Les espèces et le nombre d'amphibiens et de reptiles indigènes admis à la garde par le <u>Règlement sur les animaux en captivité</u> (R.R.Q., c. C-61.1, r.0.0001).</p>
<p>c) Les animaux exotiques suivants :</p>
<p>i) Tous les reptiles sauf les crocodiliens, les lézards venimeux, les serpents venimeux, les boas, les pythons, les anacondas ainsi que les serpents pouvant atteindre 3 mètres de longueur à l'âge adulte, les tortues marines ainsi que la tortue verte à oreilles rouges, les serpents des blés ou couleuvres à gouttelette ou communément appelé « corn snake ».</p>
<p>ii) Tous les amphibiens.</p>
<p>iii) Tous les oiseaux suivants : les capitonidés, les colombidés, les embéridés, les estrildidés, les irénidés, le mainate religieux, les musophagidés, les plocidés, les psittacidés, les pycnonotidés, les ramphastidés, les timalidés, les turdidés, les zostéropidés.</p>
<p>iv) Tous les mammifères suivants : les chinchillas, les cochons d'Inde, les dégoux, les gerbilles, les gerboises, les hamsters.</p>

<p>Les poules et les petits animaux agricoles sont permis si les conditions telles que définies dans le règlement d'urbanisme de la municipalité sont respectées.</p>
<p>NORMES ET CONDITIONS MINIMALES DE GARDE DES ANIMAUX</p>
<p>5.2 Nul ne peut garder, dans un logement où est situé ce logement ou dans les dépendances de ce logement plus de 3 chiens, à l'exception des agriculteurs.</p>
<p>5.3 Le gardien d'une chienne qui met bas doit dans les 3 mois à compter de la naissance, disposer des chiots pour se conformer au présent règlement.</p> <p>L'article 5.2 ne s'applique pas avant ce délai.</p>
<p>5.4 Le gardien doit fournir à l'animal sous sa garde la nourriture, l'eau, l'abri et les soins nécessaires et appropriés à son espèce et à son âge.</p>
<p>5.5 Le gardien doit tenir en bon état sanitaire l'endroit où est gardé un animal.</p>
<p>5.6 Le gardien d'un animal gardé à l'extérieur doit lui fournir un abri approprié à son espèce et à la température. L'abri doit rencontrer les normes minimales suivantes :</p> <p>a) Il ne doit pas être situé dans un endroit trop ensoleillé ni être trop exposé au vent, à la neige ou à la pluie.</p> <p>b) Il doit être étanche et être isolé du sol, et être construit d'un matériel isolant.</p>
<p>5.7 La longe (laisse) d'un animal attaché à l'extérieur doit avoir une longueur minimale de trois (3) mètres.</p>
<p>5.8 Il est défendu à toute personne de transporter un animal dans le coffre arrière d'un véhicule ou dans un véhicule ouvert de type camionnette.</p> <p>En tout temps, le gardien du véhicule doit placer l'animal à l'abri des intempéries, du soleil ou de la chaleur et s'assurer qu'il n'y a pas de danger de chute de l'animal hors du véhicule.</p>
<p>5.9 Un gardien sachant que son animal est blessé ou atteint d'une maladie commet une infraction s'il ne prend pas les moyens pour faire soigner son animal ou pour le soumettre à l'euthanasie.</p>
<p>5.10 Un gardien ne peut abandonner un ou des animaux dans le but de s'en défaire. Il doit remettre le ou les animaux à une autorité compétente qui en dispose par adoption ou euthanasie. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge du gardien.</p>
<p>5.11 Lorsque l'autorité compétente constate que des animaux ont été abandonnés, elle dispose des animaux, par adoption ou en les soumettant à l'euthanasie si le gardien ou propriétaire n'a pas été retrouvé.</p> <p>Si le gardien ou le propriétaire est retracé, il est responsable des frais encourus et sujet à des poursuites selon le présent règlement.</p>
<p>5.12 Le gardien ou le propriétaire d'un animal mort doit, dans les 24 heures de son décès, le remettre à l'autorité compétente ou en disposer selon les normes du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec.</p>
<p>NUISANCES</p>

5.13 Il est défendu à toute personne d'organiser, de participer, d'encourager ou d'assister au déroulement d'un combat d'animaux.
5.14 Il est défendu pour quiconque de faire des cruautés à un animal, de le maltraiter, le molester, le harceler ou le provoquer.
5.15 Le gardien d'un animal doit immédiatement nettoyer, par tous les moyens appropriés, toute place publique ou toute propriété privée salie par les dépôts de matière fécale laissés par l'animal dont il est le gardien et doit en disposer d'une manière hygiénique. À cette fin, le gardien doit avoir en sa possession le matériel nécessaire.
5.16 Toute personne qui trouve un animal errant doit le signaler immédiatement ou le remettre sans délai à l'autorité compétente.
5.17 Il est défendu d'utiliser ou de permettre que soit utilisé du poison ou un piège pour la capture d'animaux à l'exception de la cage-trappe.
5.18 Constitue une nuisance le fait de nourrir, de garder, ou autrement attirer des pigeons, des écureuils ou tout autre animal vivant en liberté dans les limites de la Municipalité de façon à nuire à la santé, à la sécurité ou au confort d'une ou plusieurs personnes du voisinage.
5.19 Personne ne doit prendre ou détruire les œufs ou nids d'oiseaux dans les parcs ou autres lieux de la Municipalité.
5.20 Il est défendu à toute personne de nourrir des oiseaux migrateurs tels que les canards ou les goélands sur les berges des rivières, lacs ou étangs situés sur le territoire de la Municipalité.
5.21 Sauf dans les endroits spécialement destinés à cette fin, il est défendu de monter à cheval ou de le promener dans les parcs de la Municipalité.
5.22 Il est défendu à toute personne d'amener un animal sur un terrain ou dans un parc public en tout temps. Le présent article ne s'applique pas à un chien guide ou à toute occasion où la présence d'animaux est autorisée par la Municipalité.
5.23 Il est défendu à toute personne de baigner un animal dans les piscines publiques de la Municipalité.
5.24 La baignade d'un animal est permise dans les lacs et rivières de la Municipalité, sauf aux endroits où la signalisation l'interdit.
<u>ARTICLES 6 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX CHIENS</u>
<p>6.1 CHIENS EXEMPTÉS</p> <p>Les chiens suivants ne sont pas visés par le présent règlement:</p> <p>1° un chien dont une personne a besoin pour l'assister et qui fait l'objet d'un certificat valide attestant qu'il a été dressé à cette fin par un organisme professionnel de dressage de chiens d'assistance;</p> <p>2° un chien d'une équipe cynophile au sein d'un corps de police;</p> <p>3° un chien utilisé dans le cadre des activités du titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur la sécurité privée (chapitre S-3.5);</p> <p>4° un chien utilisé dans le cadre des activités d'un agent de protection de la faune.</p>

SIGNALEMENT DE BLESSURES INFLIGÉES PAR UN CHIEN

6.2 Un médecin vétérinaire doit signaler sans délai à l'autorité compétente concernée le fait qu'un chien dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique a infligé une blessure par morsure à une personne ou à un animal domestique en lui communiquant, lorsqu'ils sont connus, les renseignements suivants:

a° le nom et les coordonnées du propriétaire ou gardien du chien;

b° tout renseignement, dont la race ou le type, permettant l'identification du chien;

c° le nom et les coordonnées de la personne blessée ou du propriétaire ou gardien de l'animal domestique blessé ainsi que la nature et la gravité de la blessure qui a été infligée.

6.3 Un médecin, doit signaler sans délai à la l'autorité compétente concernée le fait qu'un chien a infligé une blessure par morsure à une personne en lui communiquant la nature et la gravité de cette blessure et, lorsqu'ils sont connus, les renseignements prévus à l'article 6.2.

Le gardien d'un chien ayant infligé une blessure à une personne ou un autre animal doit communiquer sans délai avec autorité compétente et fournir les renseignements prévus à l'article 6.2.

6.4 Aux fins de l'application des articles 6.2 et 6.3, l'autorité compétente concernée est celle de la résidence principale du propriétaire ou gardien du chien qui a infligé la blessure ou, lorsque cette information n'est pas connue, celle où a eu lieu l'événement.

DÉCLARATIONS DE CHIENS POTENTIELLEMENT DANGEREUX ET ORDONNANCES À L'ÉGARD DES PROPRIÉTAIRES OU GARDIENS DE CHIENS

6.5 Lorsqu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'un chien constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique, une l'autorité compétente peut exiger que son propriétaire ou gardien le soumette à l'examen d'un médecin vétérinaire qu'elle choisit afin que son état et sa dangerosité soient évalués.

6.6. L'autorité compétente avise le propriétaire ou gardien du chien, lorsque celui-ci est connu, de la date, de l'heure et du lieu où il doit se présenter avec le chien pour l'examen ainsi que des frais qu'il devra déboursier pour celui-ci.

6.7 Le médecin vétérinaire transmet son rapport à l'autorité compétente dans les meilleurs délais. Il doit contenir son avis concernant le risque que constitue le chien pour la santé ou la sécurité publique.

Il peut également contenir des recommandations sur les mesures à prendre à l'égard du chien ou de son propriétaire ou gardien.

6.8 Un chien peut être déclaré potentiellement dangereux par l'autorité compétente qui est d'avis, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique.

6.9 Un chien qui a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure peut également être déclaré potentiellement dangereux par l'autorité compétente.

6.10 L'autorité compétente peut ordonner au propriétaire ou gardien d'un chien qui a mordu ou attaqué une personne et qui a causé sa mort ou lui a infligé une blessure grave de faire euthanasier ce chien. Elle doit également faire euthanasier un tel chien dont le propriétaire ou gardien est inconnu ou introuvable.

Jusqu'à l'euthanasie, un chien visé au premier alinéa doit en tout temps être muselé au moyen d'une muselière-panier lorsqu'il se trouve à l'extérieur de la résidence de son propriétaire ou gardien.

Pour l'application du présent article, constitue une blessure grave toute blessure physique pouvant entraîner la mort ou résultant en des conséquences physiques importantes.

6.11 L'autorité compétente peut, lorsque des circonstances le justifient, ordonner au propriétaire ou gardien d'un chien de se conformer à une ou plusieurs des mesures suivantes:

1° soumettre le chien à une ou plusieurs des normes prévues au présent règlement ou aux articles 6.17, 6.18, 6.19, 6.20, 6.30, 6.31, 6.39, 6.40, 6.41, 6.42 ou à toute autre mesure qui vise à réduire le risque que constitue le chien pour la santé ou la sécurité publique;

2° faire euthanasier le chien;

3° se départir du chien ou de tout autre chien ou lui interdire de posséder, d'acquérir, de garder ou d'élever un chien pour une période qu'elle détermine.

L'ordonnance doit être proportionnelle au risque que constitue le chien ou le propriétaire ou gardien pour la santé ou la sécurité publique.

MODALITÉS D'EXERCICE DES POUVOIRS PAR L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

6.12 L'autorité compétente doit, avant de déclarer un chien potentiellement dangereux en vertu des articles 6.8 ou 6.9 ou de rendre une ordonnance en vertu des articles 6.10 ou 6.11, informer le propriétaire ou gardien du chien de son intention ainsi que des motifs sur lesquels celle-ci est fondée et lui indiquer le délai dans lequel il peut présenter ses observations et, s'il y a lieu, produire des documents pour compléter son dossier.

Durant le processus de décision, l'autorité compétente peut imposer toutes les conditions qu'elle juge nécessaires au propriétaire ou gardien du chien afin de préserver la sécurité des personnes et animaux. De manière non limitative, l'autorité compétente peut imposer toutes conditions temporaires, jusqu'à ce que l'autorité compétente ait rendu sa décision sur le caractère potentiellement dangereux du chien.

Le propriétaire ou gardien qui ne respecte pas les conditions temporaires pour la période de décision commet une infraction au présent règlement.

6.13 Toute décision de l'autorité compétente est transmise par écrit au propriétaire ou gardien du chien. Lorsqu'elle déclare un chien potentiellement dangereux ou rend une ordonnance, la décision est motivée par écrit et fait référence à tout document ou renseignement que l'autorité compétente a pris en considération.

La déclaration ou l'ordonnance est notifiée au propriétaire ou gardien du chien et indique le délai dont il dispose pour s'y conformer. Avant l'expiration de ce délai, le propriétaire ou gardien du chien doit, sur demande de l'autorité compétente, lui démontrer qu'il s'est conformé à l'ordonnance. À défaut, celui-ci est présumé ne pas s'y être conformé.

Dans ce cas, l'autorité compétente le met en demeure de se conformer dans un délai donné et lui indique les conséquences de son défaut.

Le propriétaire ou le gardien qui ne respecte pas l'ordonnance ou qui ne démontre pas qu'il s'y est conformé commet une infraction au présent règlement.

6.14 L'autorité compétente peut désigner un fonctionnaire ou un employé de l'autorité compétente responsable de l'exercice des pouvoirs.

6.15 Les pouvoirs de l'autorité compétente de déclarer un chien potentiellement dangereux et de rendre des ordonnances en vertu du présent règlement s'exercent à l'égard des chiens dont le propriétaire ou gardien a une résidence sur son territoire.

Toutefois, une déclaration ou une ordonnance rendue par l'autorité compétente s'applique sur l'ensemble du territoire du Québec.

NORMES RELATIVES À L'ENCADREMENT ET À LA POSSESSION DES CHIENS

6.16 Nul ne peut posséder ou garder un chien à l'intérieur des limites de l'autorité compétente sans s'être procuré une licence auprès de l'autorité compétente.

6.17 Le propriétaire ou gardien d'un chien doit l'enregistrer auprès de l'autorité compétente de sa résidence principale dans un délai de 30 jours de l'acquisition du chien, de l'établissement de sa résidence principale dans une municipalité ou du jour où le chien atteint l'âge de 3 mois.

Malgré le premier alinéa, l'obligation d'enregistrer un chien:

a° s'applique à compter du jour où le chien atteint l'âge de 6 mois lorsqu'un éleveur de chiens est propriétaire ou gardien du chien;

b° ne s'applique pas à une animalerie, soit un commerce où des animaux de compagnie sont gardés et offerts en vente au public, un établissement vétérinaire, un établissement d'enseignement ou un établissement qui exerce des activités de recherche ainsi qu'à une fourrière, un service animalier, un refuge ou toute personne ou organisme voués à la protection des animaux titulaire d'un permis visé à l'article 6.20 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1).

c° Le propriétaire ou gardien d'un chien doit acquitter les frais annuels d'enregistrement fixés par l'autorité compétente.

6.18 Le propriétaire ou gardien du chien doit fournir, pour l'enregistrement de ce dernier, les renseignements et documents suivants:

a° son nom et ses coordonnées;

b° la race ou le type, le sexe, la couleur, l'année de naissance, le nom, les signes distinctifs, la provenance du chien et si son poids est de 20 kg et plus;

c° s'il y a lieu, la preuve que le statut vaccinal du chien contre la rage est à jour, qu'il est stérilisé ou micropucé ainsi que le numéro de la micropuce, ou un avis écrit d'un médecin vétérinaire indiquant que la vaccination, la stérilisation ou le micropuçage est contre-indiqué pour le chien;

<p>d° s'il y a lieu, le nom des municipalités où le chien a déjà été enregistré ainsi que toute décision à l'égard du chien ou à son égard rendue par une municipalité locale en vertu du présent règlement ou d'un règlement municipal concernant les chiens.</p>
<p>6.19 L'enregistrement d'un chien dans l'autorité compétente subsiste tant que le chien et son propriétaire ou gardien demeurent les mêmes.</p> <p>Le propriétaire ou gardien d'un chien doit informer l'autorité compétente dans laquelle ce dernier est enregistré de toute modification aux renseignements fournis en application de l'article 6.18.</p>
<p>6.20 L'autorité compétente remet au propriétaire ou gardien d'un chien enregistré une médaille comportant le numéro d'enregistrement du chien.</p> <p>Un chien doit porter la médaille remise par l'autorité compétente afin d'être identifiable en tout temps.</p>
<p>6.21 La licence émise en vertu du présent règlement est annuelle pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.</p>
<p>6.22 Le gardien d'un chien dans les limites de l'autorité compétente doit obtenir une nouvelle licence pour ce chien, au mois de janvier chaque année.</p>
<p>6.23 Nul gardien d'un chien ne doit amener à l'intérieur des limites de la Municipalité un chien vivant habituellement hors du territoire de la Municipalité, à moins d'être détenteur d'une licence émise par la Municipalité où le chien vit habituellement.</p> <p>Cependant, lorsque la Municipalité où vit habituellement le chien n'impose pas l'obligation d'obtenir une licence, le chien doit porter un médaillon sur lequel est inscrite l'identité de son gardien, l'adresse de celui-ci et un numéro de téléphone où il est possible de le rejoindre.</p> <p>Tout propriétaire ou gardien, qui garde sur le territoire de l'autorité compétente, pour une période de quinze (15) jours ou plus, un chien qui n'y vit pas habituellement et qui n'a pas de licence de la Municipalité où le chien vit habituellement, doit se procurer une licence auprès de l'autorité compétente, à défaut il commet une infraction.</p> <p>Pour l'application du présent article, tout chien visé au présent règlement, se trouvant sur le territoire de l'autorité compétente pour une période de quinze (15) jours ou plus, dont le propriétaire ou le gardien ne s'est pas procuré de licence auprès de l'autorité compétente, est présumé ne pas détenir de licence dans la Municipalité où vit habituellement le chien. Le propriétaire ou le gardien ont la responsabilité de prouver que le chien a une licence valide dans la Municipalité où vit habituellement le chien.</p> <p>Le présent article ne s'applique pas à l'animal qui participe à une exposition ou un concours pendant la durée de l'événement.</p>
<p>6.24 Un gardien qui s'établit dans l'autorité compétente doit se conformer à toutes les dispositions du présent règlement même s'il détient une licence pour un chien émise par une autre municipalité ne faisant pas partie de l'autorité compétente.</p>
<p>6.25 Le coût de la licence est établi à l'article 9.1 du présent règlement et s'applique pour chaque chien. Le coût de la licence est indivisible et non remboursable.</p>
<p>6.26 Un médaillon émis pour un chien ne peut être porté par un autre chien.</p>
<p>6.27 Il est défendu à toute personne de modifier, d'altérer ou de retirer le médaillon d'un animal de façon à empêcher son identification.</p>

6.28 Le gardien d'un chien doit présenter le certificat reçu du Service de protection des animaux à tout représentant dudit Service ou du Service de police qui lui en fait la demande.

NORMES SUPPLÉMENTAIRES DE GARDE ET DE CONTRÔLE

6.29 Il est défendu de laisser un chien en liberté hors les limites du bâtiment, du logement ou du terrain de son gardien.

Hors de ces limites, le gardien du chien doit le maintenir en laisse ou autrement en assumer le contrôle immédiat et le surveiller en tout temps. Un chien non tenu en laisse est présumé ne pas être sous le contrôle de son gardien.

6.30 Dans un endroit public, un chien doit en tout temps être sous le contrôle d'une personne capable de le maîtriser.

Sauf dans une aire d'exercice canin ou lors de sa participation à une activité canine, notamment la chasse, une exposition, une compétition ou un cours de dressage,

Un chien doit également être tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,85 m. (6 pieds).

Un chien de 20 kg et plus doit en outre porter en tout temps, attaché à sa laisse, un licou ou un harnais. Pour l'application du présent article, le gardien ou le propriétaire sera responsable de démontrer à l'autorité compétente que le chien a un poids de moins de 20 kg.

Sous réserve des autres dispositions du présent règlement, l'usage de la laisse extensible est interdit dans un endroit public mais autorisé dans les parcs ou lieux publics n'interdisant pas les chiens.

6.31 Un chien ne peut se trouver sur une propriété appartenant à une personne autre que son propriétaire ou gardien, à moins que la présence du chien ait été autorisée expressément.

6.32 Aucun gardien ne peut laisser son chien se coucher dans un endroit public de façon à gêner le passage des gens.

6.33 Tout gardien transportant un ou des chiens dans un véhicule routier doit s'assurer qu'ils ne peuvent quitter ce véhicule ou attaquer une personne passant près de ce véhicule.

6.34 Tout gardien d'âge mineur doit, pour contrôler et tenir un chien, avoir atteint la maturité et capacité de retenir en laisse le chien, sans que celui-ci ne lui échappe ou contrôle ses déplacements.

6.35 Que ce soit sur le terrain où est situé le bâtiment occupé par son gardien ou sur tout autre terrain privé où il se trouve avec l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain, tout chien doit être gardé, selon le cas :

a) Dans un bâtiment d'où il ne peut sortir.

b) Sur un terrain clôturé de tous ses côtés. La clôture doit être d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve.

c) Sur un terrain qui n'est pas clôturé, le propriétaire ou l'occupant dudit terrain doit installer un système de clôture électronique reconnu.

Le chien doit porter un récepteur en bon état de fonctionnement dans son cou lorsqu'il est à l'extérieur du bâtiment. Un chien qui se retrouve à l'extérieur du terrain muni d'un tel système est présumé être un chien en liberté, donc en contravention de l'article 6.29.

<p>Le chien peut être attaché à un poteau métallique ou son équivalent, au moyen d'une chaîne ou d'une corde de fibre métallique ou synthétique. Le poteau, la chaîne ou la corde et l'attache doivent être d'une taille et d'une résistance suffisantes pour empêcher le chien de s'en libérer.</p> <p>La longueur de la chaîne ou de la corde ne doit pas permettre au chien de s'approcher à moins d'un mètre d'une limite du terrain qui n'est pas séparée du terrain adjacent par une clôture d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve.</p>
<p>d) Dans un terrain privé constitué d'un enclos entouré d'une clôture en treillis galvanisée, ou son équivalent, fabriquée de mailles serrées afin d'empêcher les enfants ou toute personne de passer la main au travers, d'une hauteur de 1,2 mètres et finie, dans le haut, vers l'intérieur, en forme de « Y » d'au moins 60 cm.</p> <p>De plus, cet enclos doit être entouré d'une clôture d'au moins 30 cm dans le sol et le fond de l'enclos doit être de broche ou de matière pour empêcher le chien de creuser. La superficie doit être équivalente à au moins 4 m².</p> <p>Aux fins de l'application de la présente disposition, lorsqu'un chien est gardé, conformément aux prescriptions des alinéas b et d, la clôture doit être dégagée de toute accumulation de neige ou autre élément de manière à ce que les hauteurs prescrites soient respectées.</p>
<p>6.36 Aucun gardien ne peut ordonner à son chien d'attaquer une personne ou un animal à moins que son intégrité physique ne soit compromise ou que sa sécurité, sa famille ou sa propriété menacée.</p>
<p>6.37 Tout gardien d'un chien de garde, de protection ou d'attaque, dont le chien est sur cette propriété privée, doit indiquer à toute personne désirant pénétrer sur sa propriété, qu'elle peut être en présence d'un tel chien et cela, en affichant un avis écrit qui peut être facilement vu de la place publique portant l'une ou l'autre des mentions suivantes : «Attention – chien de garde» ou «Attention – chien dangereux» ou en affichant un pictogramme reconnu indiquant la présence d'un tel chien.</p>
<p>NUISANCES CAUSÉES PAR LES CHIENS</p>
<p>6.38 Les faits, circonstances, gestes et actes ci-après énoncés constituent des nuisances ou infractions et le gardien est passible des peines édictées dans le présent règlement :</p>
<p>a) Le fait, pour un chien, d'aboyer ou de hurler de façon à troubler la paix ou la tranquillité et d'être un ennui pour une ou plusieurs personnes.</p>
<p>b) Le fait, pour un chien, de déplacer ou de fouiller dans les ordures ménagères.</p>
<p>c) Le fait, pour un chien, de se trouver sur un terrain privé sans le consentement exprès du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain.</p>
<p>d) Le fait, pour un chien, de causer des dommages à une pelouse, une terrasse, un jardin, des fleurs ou un jardin de fleurs, un arbuste ou d'autres plantes.</p>
<p>e) Le fait, pour un chien, de mordre ou de tenter de mordre un animal qui se comporte pacifiquement.</p>
<p>f) Le fait, pour un chien, de mordre ou de tenter de mordre une personne qui se comporte pacifiquement.</p>

g) Le fait, pour un chien, de se trouver dans un endroit public où une enseigne indique que la présence du chien est interdite.
h) Le fait, pour un gardien, de négliger de ramasser de façon régulière les excréments sur sa propriété et de ne pas maintenir les lieux dans un état de salubrité adéquat.
i) Le fait, pour un gardien, de se trouver dans les endroits publics avec un chien sans être capable de le maîtriser en tout temps.
j) Le fait, pour un gardien, de laisser son chien seul ou sans soins appropriés, sans la présence d'un gardien, pour une période de plus de 24 heures.
k) Le refus d'un gardien de laisser l'autorité compétente inspecter tout lieu et immeuble afin de vérifier l'observation du présent règlement.
m) Le fait, pour un gardien, de se trouver dans une aire de jeu avec son chien
n) Le fait qu'un animal soit errant à l'intérieur du territoire de la Municipalité.
NORMES APPLICABLES AUX CHIENS DÉCLARÉS POTENTIELLEMENT DANGEREUX
6.39 Un chien déclaré potentiellement dangereux doit en tout temps avoir un statut vaccinal à jour contre la rage, être stérilisé et micropucé, à moins d'une contre-indication pour le chien établie par un médecin vétérinaire.
6.40 Un chien déclaré potentiellement dangereux ne peut être gardé en présence d'un enfant de 10 ans ou moins que s'il est sous la supervision constante d'une personne âgée de 18 ans et plus.
6.41 Un chien déclaré potentiellement dangereux doit être gardé au moyen d'un dispositif qui l'empêche de sortir des limites d'un terrain privé qui n'est pas clôturé ou dont la clôture ne permet pas de l'y contenir. En outre, une affiche doit également être placée à un endroit permettant d'annoncer à une personne qui se présente sur ce terrain la présence d'un chien déclaré potentiellement dangereux.
6.42 Dans un endroit public, un chien déclaré potentiellement dangereux doit porter en tout temps une muselière-panier. De plus, il doit y être tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,25m, sauf dans une aire d'exercice canin.
<u>ARTICLE 7 – POUVOIRS DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE</u>
7.1 Aux fins de veiller à l'application des dispositions du présent règlement, un inspecteur, un agent de la sureté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement, qui a des motifs raisonnables de croire qu'un chien ou un animal se trouve dans un lieu ou dans un véhicule peut, dans l'exercice de ses fonctions: 1° pénétrer à toute heure raisonnable dans ce lieu et en faire l'inspection; 2° faire l'inspection de ce véhicule ou en ordonner l'immobilisation

pour l'inspecter;

3° procéder à l'examen de ce chien;

4° prendre des photographies ou des enregistrements;

5° exiger de quiconque la communication, pour examen, reproduction ou établissement d'extrait, de tout livre, compte, registre, dossier ou autre document, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il contient des renseignements relatifs à l'application du présent règlement;

6° exiger de quiconque tout renseignement relatif à l'application du présent règlement.

Lorsque le lieu où le véhicule est inoccupé, l'inspecteur y laisse un avis indiquant son nom, le moment de l'inspection ainsi que les motifs de celle-ci.

7.2. Un inspecteur, un agent de la sûreté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement, qui a des motifs raisonnables de croire qu'un chien se trouve dans une maison d'habitation peut exiger que le propriétaire ou l'occupant des lieux lui montre le chien. Le propriétaire ou l'occupant doit obtempérer sur-le-champ.

L'inspecteur, l'agent de la sûreté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement, ne peut pénétrer dans la maison d'habitation qu'avec l'autorisation de l'occupant ou, à défaut, qu'en vertu d'un mandat de perquisition délivré par un juge, sur la foi d'une déclaration sous serment faite par l'inspecteur. L'inspecteur, l'agent de la sûreté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement, énonçant qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'un chien qui constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique se trouve dans la maison d'habitation, autorisant, aux conditions qu'il y indique, cet inspecteur, cet agent de la sûreté du Québec ou cette personne désignée par l'autorité compétente à y pénétrer, à saisir ce chien et à en disposer conformément aux dispositions du règlement, ce mandat peut être obtenu conformément à la procédure prévue au Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) compte tenu des adaptations nécessaires.

Tout juge de la Cour du Québec ou d'une cour municipale ou tout juge de paix magistrat a compétence pour délivrer un mandat de perquisition en vertu du deuxième alinéa.

7.3 L'inspecteur, l'agent de la sûreté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement peut exiger que le propriétaire, le gardien ou le responsable d'un véhicule ou d'un lieu qui fait l'objet d'une inspection, ainsi que toute personne qui s'y trouve, lui prête assistance dans l'exercice de ses fonctions.

7.4 Un inspecteur, un agent de la sûreté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement peut saisir un chien aux fins suivantes:

1° le soumettre à l'examen d'un médecin vétérinaire conformément à l'article 6.5 lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique;

2° le soumettre à l'examen exigé par la l'autorité compétente lorsque son propriétaire ou gardien est en défaut de se présenter à l'examen conformément à l'avis transmis en vertu de l'article 6.6;

3° faire exécuter une ordonnance rendue par l'autorité compétente en vertu des articles 6.10 ou 6.11 lorsque le délai prévu au deuxième

<p>alinéa de l'article 6.13 pour s'y conformer est expiré.</p>
<p>7.5 L'inspecteur, l'agent de la sureté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement a la garde du chien qu'il a saisi. Il peut détenir le chien saisi ou en confier la garde à une personne dans un établissement vétérinaire ou dans un refuge, dans un service animalier, dans une fourrière ou dans un lieu tenu par une personne ou un organisme voué à la protection des animaux titulaire d'un permis visé à l'article 6.20 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1).</p>
<p>7.6 La garde du chien saisi est maintenue jusqu'à ce qu'il soit remis à son propriétaire ou gardien.</p> <p>Sauf si le chien a été saisi pour exécuter une ordonnance rendue en vertu du premier alinéa de l'article 6.10 ou du paragraphe 2 ou 3 du premier alinéa de l'article 6.11 ou si la municipalité rend une ordonnance en vertu d'une de ces dispositions, il est remis à son propriétaire ou gardien lorsque survient l'une ou l'autre des situations suivantes:</p> <p>1° dès que l'examen du chien a été réalisé, lorsque le médecin vétérinaire est d'avis qu'il ne constitue pas un risque pour la santé ou la sécurité publique, ou dès que l'ordonnance a été exécutée;</p> <p>2° lorsqu'un délai de 90 jours s'est écoulé depuis la date de la saisie sans que le chien n'ait été déclaré potentiellement dangereux ou, avant l'expiration de ce délai, si l'inspecteur est avisé qu'il n'y a pas lieu de déclarer le chien potentiellement dangereux ou que le chien a été déclaré potentiellement dangereux.</p>
<p>7.7 Les frais de garde engendrés par une saisie sont à la charge du propriétaire ou gardien du chien, incluant notamment les soins vétérinaires, les traitements, les interventions chirurgicales et les médicaments nécessaires pendant la saisie ainsi que l'examen par un médecin vétérinaire, le transport, l'euthanasie ou la disposition du chien.</p>
<p><u>ARTICLE 8 – FOURRIÈRE</u></p>
<p>8.1 Toute personne peut faire mettre en fourrière tout animal qui contrevient ou dont le gardien contrevient à l'une des dispositions du présent règlement. Le représentant de l'autorité compétente doit, dans le cas d'un animal dûment licencié et mis en fourrière, informer sans délai le propriétaire ou le gardien dudit animal que ce dernier a été mis en fourrière.</p>
<p>8.2 Pour la capture d'un chien, un agent de la paix du Service de police ou un de l'autorité compétente est autorisé à utiliser un tranquillisant ou un fusil à filet.</p>
<p>8.3 Le représentant de l'autorité compétente peut entrer dans tout endroit où se trouve un animal blessé, malade ou maltraité. Il peut le capturer et le mettre en fourrière ou chez un vétérinaire jusqu'à son rétablissement ou jusqu'à ce que l'endroit approprié à la garde de l'animal soit disponible. Les frais sont à la charge du gardien.</p> <p>Lorsqu'il y a urgence et une crainte sérieuse pour la santé ou la vie de l'animal soit compromise par les délais d'obtention d'un mandat en vertu du présent règlement. Le représentant de l'autorité compétente peut entrer dans toute propriété privée sans mandat dans l'unique but de saisir l'animal afin de préserver sa santé et sa vie.</p>

<p>L'autorité compétente et le représentant du Service de protection des animaux ne sont pas responsables des dommages à la propriété privée.</p>
<p>8.4 Le représentant de l'autorité compétente peut entrer dans tout endroit où se trouve un animal soupçonné de maladie contagieuse. Il peut le capturer et le mettre en fourrière. Si l'animal est atteint d'une maladie contagieuse, il doit être isolé jusqu'à guérison complète et, à défaut de telle guérison, il doit être soumis à l'euthanasie. Si la maladie n'est pas attestée, le chien est remis au gardien. Les frais sont à la charge du gardien.</p>
<p>8.5 Dans le cas où les autorités municipales auront été avisées de cas de rage, ils pourront ordonner, par avis public, à tous les gardiens et propriétaires de chiens de la Municipalité ou du secteur concerné, d'enfermer leurs animaux afin de les empêcher d'être en contact avec tout autre animal. Cet ordre sera valable pour une période n'excédant pas 60 jours à compter de l'avis public donné à cet effet et renouvelable pour la même période tant et aussi longtemps que la rage ou le danger de rage persistera. Toute négligence de se conformer à cet ordre rendra le gardien ou le propriétaire de l'animal passible des sanctions prévues au présent règlement.</p>
<p>8.6 Tout animal se trouvant dans quelque endroit public ou propriété publique après la publication de l'avis public mentionné à l'article 9.5 pourra être saisi par l'autorité compétente et éliminé aux frais du gardien de l'animal.</p>
<p>8.7 Tout animal soupçonné d'être atteint de rage pourra être saisi par l'autorité compétente et placé sous l'observation des autorités compétentes pour une période de 15 jours aux frais de gardien de l'animal. Si l'animal ne peut être guéri, il pourra être éliminé aux frais du gardien de l'animal.</p>
<p>8.8 Tout chien mis en fourrière non réclamée et non identifié est conservé pendant une période minimale de 5 jours à moins que sa condition physique ne justifie l'euthanasie.</p>
<p>8.9 Si le chien porte à son collier la licence requise en vertu du présent règlement ou porte le médaillon d'identification ou toute autre méthode permettant de contacter par des efforts raisonnables le gardien ou le propriétaire, le délai sera de 5 jours. Si dans ce délai le gardien n'en recouvre pas la possession, l'autorité compétente pourra en disposer.</p>
<p>8.10 Après le délai prescrit aux articles 8.8 et 8.9, le chien peut être soumis à l'euthanasie ou vendu par adoption, le tout sous réserve des autres dispositions du présent règlement.</p>
<p>8.11 Le gardien peut reprendre possession de son chien, à moins qu'il n'en soit disposé, en payant à l'autorité compétente les frais de pension qui sont prévus en application du contrat intervenu entre l'autorité compétente et la Municipalité, le tout sans préjudice aux droits de la Municipalité de poursuivre pour toute infraction au présent règlement, s'il y a lieu.</p>
<p>8.12 Si aucune licence n'a été émise pour ce chien pour l'année en cours, conformément au présent règlement, le gardien doit également, pour reprendre possession de son chien, obtenir la licence requise pour l'année en cours, le tout, sans préjudice aux droits de la Municipalité de poursuivre pour toute infraction au présent règlement, s'il y a lieu.</p>
<p>8.13 Toute personne désirant soumettre à l'euthanasie un chien peut s'adresser directement à un médecin vétérinaire de son choix ou s'adresser à l'autorité compétente, auquel cas elle doit verser à</p>

l'autorité compétente le montant fixé au présent règlement								
8.14 L'autorité compétente peut disposer sans délai d'un animal qui meurt en fourrière ou qui est euthanasié en vertu du présent règlement.								
8.15 L'autorité compétente qui, en vertu du présent règlement, détruit un chien ne peut être tenue responsable du fait d'un tel acte.								
8.16 Tout animal qui est la cause d'une infraction à l'encontre du présent règlement peut être enfermé à la fourrière ou à tout autre endroit désigné par l'autorité compétente, et son gardien doit en être avisé aussitôt que possible. Le gardien doit, dans les 5 jours, réclamer l'animal; tous les frais de transport et de pension sont à la charge du gardien, faute de quoi, l'autorité compétente peut disposer de l'animal par adoption ou en le soumettant à l'euthanasie. Le gardien d'un animal mis en fourrière doit payer les frais de transport, de pension, d'euthanasie ou autres même s'il ne réclame pas son animal.								
8.17 Ni la Municipalité ni l'autorité compétente ne peuvent être tenus responsables des dommages ou blessures causés à un chien à la suite de sa capture et de sa mise en fourrière.								
<u>ARTICLE 9 – TARIFS</u>								
9.1 Le coût d'une licence pour chaque chien est : <table border="0" style="margin-left: 40px;"> <tr> <td>a) Chien</td> <td>15\$</td> </tr> <tr> <td>b) Chien guide</td> <td>Gratuit</td> </tr> <tr> <td>c) Chien des agriculteurs</td> <td>Gratuit</td> </tr> <tr> <td>d) duplicata de certificat</td> <td>5\$</td> </tr> </table>	a) Chien	15\$	b) Chien guide	Gratuit	c) Chien des agriculteurs	Gratuit	d) duplicata de certificat	5\$
a) Chien	15\$							
b) Chien guide	Gratuit							
c) Chien des agriculteurs	Gratuit							
d) duplicata de certificat	5\$							
9.2 Les frais de garde sont de 25\$ par jour pour un chien. Les frais de transport d'un animal sont ceux prévus facturés par le Service de protection des animaux.								
9.3 Les frais d'euthanasie d'un animal sont ceux prévus au tarif en vigueur au moment de l'infraction.								
9.4 Les frais de médecine vétérinaire, lorsque nécessaire, sont aux frais du gardien.								
9.5 Les frais pour le test de bon citoyen canin sont ceux prévus au tarif en vigueur au moment de l'infraction.								
<u>ARTICLE 10 – DISPOSITIONS PÉNALES</u>								
10.1. Le propriétaire ou gardien d'un chien qui contrevient à l'article 6.5 ou ne se conforme pas à une ordonnance rendue en vertu des articles 6.10 ou 6.11 est passible d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 2 000 \$ à 20 000 \$, dans les autres cas.								
10.2 Le propriétaire ou gardien d'un chien qui contrevient à l'un ou l'autre des articles 6.17, 6.19 et 6.20 est passible d'une amende de 250 \$ à 750 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 500 \$ à 1 500 \$, dans les autres cas.								

- 10.3 Le propriétaire ou gardien d'un chien qui contrevient à l'une ou l'autre des dispositions des **articles 6.31 et 6.32** est passible d'une amende de 500 \$ à 1 500 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 1 000 \$ à 3 000 \$, dans les autres cas.
- 10.4 Les montants minimal et maximal des amendes prévues aux **articles 10,1 et 10.3** sont portés au double lorsque l'infraction concerne un chien déclaré potentiellement dangereux.
- 10.5 Le propriétaire ou gardien d'un chien qui contrevient à l'une ou l'autre des dispositions des **articles 6.39 à 6.42** est passible d'une amende de 1 000 \$ à 2 500 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 2 000 \$ à 5 000 \$, dans les autres cas.
- 10.6 Le propriétaire ou gardien d'un chien qui fournit un renseignement faux ou trompeur ou un renseignement qu'il aurait dû savoir faux ou trompeur relativement à l'enregistrement d'un chien est passible d'une amende de 250 \$ à 750 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 500 \$ à 1 500 \$, dans les autres cas.
- 10.7 Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement à l'exception des articles 6.6, 6.10, 6.11, 6.17, 6.19, 6.20, 6.31, 6.32, 6.39 à 6, 42 commet une infraction et est passible d'une amende de 500 \$ à 1 500 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 1 000 \$ à 3 000 \$, dans les autres cas.
- 10.8 Quiconque entrave de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions de toute personne chargée de l'application de la loi, la trompe par réticences ou fausses déclarations ou refuse de lui fournir un renseignement qu'elle a droit d'obtenir en vertu du présent règlement est passible d'une amende de 500 \$ à 5 000 \$.
- 10.9 En cas de récidive, les montants minimal et maximal des amendes prévues par le présent règlement.

ARTICLE 11 – INTERPRÉTATION

- 11.1 Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme restreignant en aucune façon les droits et pouvoirs du Conseil de la Municipalité de percevoir, par tous les moyens que la Loi met à sa disposition, le coût d'une licence exigible en vertu du présent règlement ou le coût des frais de garde fixé par le présent règlement.
- 11.2 Le masculin et le singulier sont utilisés dans le présent règlement sans discrimination et inclut le féminin et le pluriel afin d'éviter un texte trop lourd.
- 11.3 Le préambule du présent règlement fait partie intégrante de celui-ci.
- 11.4 En cas de divergence entre la version française et la version anglaise, la version française est celle qui prédomine pour l'application du règlement.

ARTICLE 12 – POURSUITE PÉNALE

Le conseil autorise de façon générale l'autorité compétente ainsi que les agents de la paix et autres personnes désignées à l'article 2 à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence le préposé aux animaux à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

Tous les frais engendrés dans l'objectif d'une poursuite pénale sont à la charge du propriétaire ou gardien de l'animal notamment, les frais prévus dans le présent règlement ou dans d'autres loi ou règlement ainsi que toute expertise nécessaire ou autres frais que pourrait déboursier l'autorité compétente dans l'établissement de la poursuite pénale.

ARTICLE 13 – ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

13.1 Le présent règlement abroge et remplace à toutes fins que de droit les règlements portant les numéros **SQ 2017-005** concernant les animaux dans les limites de la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau et tous autres règlements antérieurs à ce contraire.

13.2 Le présent règlement entrera en vigueur après l'accomplissement des formalités édictées par la Loi.

Adopté lors de la séance tenue le 15 novembre 2021.

Steve Lefebvre
Maire

Claudia Lacroix
Directrice générale
Greffière-trésorière

Adoptée à l'unanimité

700	LOISIRS ET CULTURE
------------	---------------------------

700-1 Entrée principale du Centre municipal – Rampe d'accès

Sujet reporté.

800	CORRESPONDANCE
------------	-----------------------

800-1 Bell – Opération haute vitesse Canada-Québec

Correspondance de Bell concernant la haute-vitesse, pour des travaux en préparation au déploiement du réseau de fibre optique.

M.B. 2021-11-15-288

Sur la proposition de Michel Lamoureux, appuyée par Pascal Saumure, il est résolu de permettre, dans le cadre de l'Opération haute vitesse Canada-Québec, les travaux préparatoires au déploiement du réseau de fibre optique; travaux d'émondage, travaux d'ajout de câble optique, remplacement d'ancres, remplacement de poteaux, etc.

Adoptée à l'unanimité

900	VARIA
------------	--------------

900-1 Demande d'autorisation du propriétaire – 4 chemin Charbonneau

Le propriétaire demande une autorisation municipale afin de traverser des tuyaux sous le chemin municipal pour procéder à la construction d'une installation septique de l'autre côté du chemin, terrain qui lui appartient.

M.B. 2021-11-15-289

Considérant la demande du propriétaire du 4 chemin Charbonneau;

Considérant que sa propriété est séparée par une section du chemin municipal, soit le chemin Charbonneau;

Considérant que le propriétaire désire procéder à la construction d'un nouveau bâtiment résidentiel sur sa propriété;

Considérant que, selon le technologue ayant déposé un plan pour l'installation septique pour ce nouveau bâtiment résidentiel, le champ septique doit être construit de l'autre côté du chemin;

En conséquence, sur la proposition de Jean Daoust, appuyée par Marc Poirier, il est résolu de permettre, au propriétaire de la propriété ayant comme adresse civique le 4 chemin Charbonneau et portant les cadastres 4739822 et 4740089, que les conduites de son installation septique qui se rendent à son champ d'épuration passent sous le chemin municipal. Il est de plus résolu qu'une entente avec ce propriétaire soit signée. Entente qui devra prévoir entre autre, que l'inspecteur municipal supervise les travaux, que le tout soit fait selon les règles de l'art, que le propriétaire soit responsable advenant un bris à son installation ou lors de l'exécution de travaux de voirie municipale.

Adoptée à l'unanimité

1000	PÉRIODE DE QUESTIONS
-------------	-----------------------------

Quelques questions sont posées concernant les sujets suivants :

- Bâtiment situé au 4 Charbonneau
- Réglementation des limites de vitesse
- Salutations pour la belle ambiance à la table du conseil
- Soulignement pour le travail de façon constructive et pour la bonne présidence de la séance
- Service internet haute vitesse
- Sections municipales du chemin Deschênes
- Trottoir devant le 30 rue Principale

1100	LEVÉE DE LA SÉANCE
-------------	---------------------------

M.B. 2021-11-15-290

Sur la proposition de Jean Daoust, appuyée par Michel Lamoureux, il est résolu de lever la présente séance à 19h50.

Adoptée à l'unanimité

Note au procès-verbal

Le maire, après chaque résolution, a demandé si tous les membres du conseil étaient en accord avec la résolution.

Steve Lefebvre
Maire

Claudia Lacroix, B.A.A.
Directrice générale
Greffière-trésorière